

005-2017

Rédacteur : William LEVASSEUR

Panama, le 2 février 2017

Andes-Caraïbes-Panama : brèves n°5 de la semaine du 27 janvier au 2 février 2017
(Avec la contribution des Services Economiques de la région)

CARAÏBES

Scandale au sujet d'un passeport diplomatique dominiquais. Un homme d'affaires iranien, Alireza Monfared, disposant d'un passeport diplomatique dominiquais, a été appréhendé par Interpol en République dominicaine, puis extradé vers l'Iran. Il est accusé d'avoir participé au plus grand scandale de corruption d'Iran, associé au magnat Babak Zanjani, condamné à mort l'an dernier, pour avoir empoché 2,8 Md USD en aidant le pays à échapper aux sanctions internationales. Cette affaire pourrait attirer très défavorablement l'attention sur les programmes caribéens de citoyenneté par l'investissement qui font vivre plusieurs Etats des Caraïbes orientales.

BOLIVIE

La dette publique extérieure atteint 6,8 Md USD en novembre 2016. Au mois de novembre, la dette externe s'élevait à 6,8 Md USD et représentait 20% du PIB bolivien. 29% de ce montant correspond à des emprunts auprès de la CAF, 29,5% auprès de la BID, 14,5% auprès de banques privées (obligations souveraines), 11,2% auprès de la Banque Mondiale et 8,5% auprès de la Chine.

Le déficit commercial s'établit à 1,2 Md USD pour l'année 2016. Ce résultat s'explique notamment par la chute de 19% des exportations, selon les données publiées par l'Institut National de Statistique (INE). Les exportations d'hydrocarbures ont régressé de 46,8%, alors que les exportations minérales ont augmenté de 9%. En outre, les ventes du secteur « agriculture, chasse, élevage et pêche » ont diminué de 7,2%. En 2015, le déficit commercial atteignait à 773 MUSD.

COLOMBIE

Le taux de chômage est ressorti à 9,2% de la population active en 2016, en légère hausse par rapport à l'année 2015 où il s'établissait à 8,9%. Le taux de participation se monte à 64,5%. On notera que le chômage en Colombie est un phénomène principalement urbain, puisque le taux en zones rurales et urbaines n'est que de 5,2%, soit son niveau le plus faible depuis 16 ans.

Prévisions de croissance. Dans l'attente de la publication du PIB du 4ème trimestre, la Banque centrale a révisé à 1,8% (contre 2% auparavant) son estimation de la croissance pour l'ensemble de l'année 2016. L'institut d'émission a surtout fortement abaissé sa prévision pour 2017, désormais attendue dans une fourchette de 0,7 à 2,7%, avec un scénario central à 2%. Le ministère des Finances avait déjà abaissé la sienne courant janvier, de 3,5 à 2,5%.

Au cours des trois premiers trimestres de l'année écoulée, les transferts des expatriés colombiens se sont établis à 3,53 Md USD, en hausse de 3,9% en g.a. Bien qu'une partie importante de ces transferts provienne des Etats-Unis (45,7%, devant l'Espagne avec 18,9%), leur proportion par rapport au PIB (moins de 0,8 points), beaucoup plus limitée que dans d'autres pays du continent, fait que la Colombie est assez peu sensible à un éventuel durcissement du nouveau président américain à l'égard des immigrants latino-américains.

CUBA

Visite d'une délégation du MEDEF International. Du 30 janvier au 1er février 2017, une délégation de 38 représentants d'entreprises françaises s'est rendue à La Havane dans le but d'explorer les possibilités d'investissements sur l'île, notamment dans les secteurs du transport, de l'énergie, de l'agro-alimentaire et de la santé. Des entretiens ont eu lieu avec le Ministre cubain du Commerce extérieur et de l'investissement étranger, le Président de la Chambre de Commerce de Cuba, et le Vice-président de la Banque centrale de Cuba. Les délégués ont également rencontré des cadres des Ministères du Transport, de l'Énergie et des Mines, de l'Agriculture et de la Santé ainsi que de plusieurs entreprises publiques spécialisées (ECASA, UFC, UNE, AVIAIMPORT, ENERGOIMPORT, ALIMIMPORT et SMC).

Perte nette de plus de 51 M CUC pour les entreprises de La Havane en 2016. Les résultats de la XIème session d'audit interne de la province de La Havane montrent que les entreprises publiques de la province ont totalisé une perte nette de 90 M CUP (monnaie nationale) et 51 M CUC (monnaie convertible équivalente au dollar). D'après la commission, « les insuffisances et indisciplines observées dans l'application des facultés nouvelles octroyées par le processus de décentralisation » permettent d'expliquer ces résultats. En 2015, sur le plan national, 58% des entreprises auditées avaient obtenu un résultat « déficient ou mauvais ».

EQUATEUR

Dernière publication de la Banque centrale. Selon les derniers chiffres de la Banque centrale (T3 2016), l'Equateur a connu 5 trimestres consécutifs de recul du PIB. Au T3 2016, sa baisse a été de -1,6% par rapport au T3 2015. Par ailleurs, les recettes fiscales ont atteint 12,6 Md USD, soit une baisse de 2,7% par rapport aux recettes fiscales de 2015.

HAÏTI

Ratification de l'Accord de Paris sur le climat. Les députés et sénateurs, réunis le 1er février en Assemblée nationale ordinaire, ont ratifié l'accord négocié lors de la 21ème Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Le Fonds vert pour le climat suscite de fortes attentes en Haïti. Un premier projet dans le secteur hydrique, d'un montant de 40 M USD, serait sur le point d'être lancé. Compte tenu du potentiel des énergies renouvelables (Worldwatch Institute estime qu'une transition à 90% est techniquement possible d'ici à 2030), Haïti espère bénéficier de financements pour développer des projets, notamment solaires. Le Président élu de la République, Jovenel Moïse, a ainsi visité en janvier la plus grande ferme solaire inaugurée en 2016 en République dominicaine.

PANAMA

La Direction générale des recettes (DGI), n'a pas atteint son objectif de collecte de recettes pour l'État central tel que prévu dans le Budget 2016. Sur les 7 639 M USD de recettes budgétées, la DGI n'en a perçu que 7 390 M USD, soit 3,3% en deçà de l'objectif. L'apport des entreprises publiques et mixtes a atteint 1 172 M USD, en hausse de 3,2% par rapport à 2015. Les dividendes du Canal s'établissent à 669,8 M USD, ceux de la Loterie Nationale à 112 M USD et ceux de l'Autorité Maritime à 103,7 M USD. Les recettes fiscales atteignent 5 362 M USD répartis entre 2 836 M USD d'impôts directs (13,5% de plus qu'en 2015), dont 2 434 M USD d'impôts sur le revenu, et 2 526 M USD d'impôts indirects (+4,7%).

PEROU

Les exportations péruviennes ont augmenté de 7% en 2016. Les exportations péruviennes ont atteint 36 Md USD en 2016, d'après les données publiées par l'Association des Exportateurs (ADEX). Cette reprise des exportations est liée à la performance du secteur minier (+14,4%), du secteur agricole traditionnel (+21,4%) et du secteur non-traditionnel (+6,1%). Les principales destinations des exportations ont été Chine, États-Unis, Suisse, Canada, Corée du Sud et Japon.

Petro Peru confirme l'abandon de 15 blocs pétroliers en 2016. C'est le plus grand nombre d'abandons de blocs enregistré pour une année jusqu'ici au Pérou (dont 5 en décembre dernier). La plupart des entreprises ont rendu les blocs en raison de conflits sociaux (8), alors que les autres raisons ont été la bureaucratie (« tramitologia ») (3), la défaillance de l'entreprise (2) ou la diminution du prix du pétrole (2). Actuellement, le secteur pétrolier connaît une chute sévère de sa production qui est passée de 96 000 barils/jour en 2000 à 58 000 b/j en 2015 et à 38 000 b/j en 2016.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

La plus forte croissance d'Amérique latine pour la troisième année consécutive. Avec +6,6% en 2016, la République dominicaine affiche pour la troisième année consécutive la plus forte croissance d'Amérique latine et continue de progresser à un rythme supérieur à celui de son potentiel. Elle a surtout été soutenue par le dynamisme retrouvé du secteur minier, de +26,5% en 2016 (contre -10% l'année précédente), depuis la reprise des opérations de la mine d'or exploitée par l'entreprise canadienne Barrick Gold après 4 mois de travaux de maintenance en 2015 et la remise en service de la mine de ferronickel en avril 2016. L'agriculture, touchée par une importante sécheresse en 2015 et des mesures qui ont ralenti les exportations, s'est relancée avec +9,6% de croissance (+1,2% en 2015). L'intermédiation financière continue son ascension avec +11% en 2016 (+9,6% en 2015) soutenue par une hausse de +12% des prêts attribués au secteur privé et par 1,5 Md d'émissions de bons souverains. La croissance du tourisme est pratiquement restée la même avec +6,4% alors que le nombre de visiteurs non-résidents est passé de 5,6 à 5,9 millions. Tous les autres secteurs ont cru à un rythme plus lent qu'en 2015, notamment la construction +8,8% (contre +19,8%), l'industrie locale et les zones franches avec respectivement +4,8% et +0,3% (contre +5,5% et +5,4% l'année précédente), ainsi que le commerce (+5,9% contre +7,5%).

VENEZUELA

Le Venezuela toujours plus corrompu. Selon la classification de l'Indice de Perception de la Corruption 2016, publié par l'ONG Transparency International, le Venezuela se situe au 166ème rang (sur les 176 pays analysés) des pays les plus corrompus au monde, le plus mauvais score des pays de l'Amérique latine devant Haïti (155ème), le Nicaragua (145ème) et le Guatemala (136ème).

Changements chez PDVSA. Afin de lutter contre la corruption en vigueur au sein de PDVSA depuis des années, estimée à plusieurs dizaines de milliards de dollars, le président Maduro vient de nommer Simon Zerpa, l'un de ses plus fidèles collaborateurs à la tête de la vice-présidence des finances, poste le plus sensible qui avait été récemment occupé par le neveu de sa propre épouse, Célia Flores.

Le FMI toujours très pessimiste sur le Venezuela. Le FMI prévoit, en 2017, une quatrième année de récession consécutive, un risque sérieux d'hyperinflation et un déficit public toujours plus important.

Patrick HERVE
Chef du service économique régional